

la formation d'une telle commission, s'il n'était pas capable d'étayer les assertions qu'il a faites. Il me semble bien évident que, jusqu'ici, nous n'avons obtenu aucun résultat pratique des travaux poursuivis à Athabaska. Il me semble, et il semble aussi à une foule de gens, que l'organisme institué pour y poursuivre ces travaux est loin d'être parfait. Le ministre dit qu'il n'a pas compétence à juger de ces erreurs, et je me demande s'il sait qu'il y eut là maintes erreurs. Mais il devrait faire enquête pour découvrir si tel est le cas. Il devrait certainement poursuivre ceux qui sont responsables et les forcer à payer ce qu'ils devraient payer. Il devrait nommer une commission royale et traduire devant elle le ministre des travaux publics de l'Alberta tout comme les autres.

Une VOIX: Pour crever sa baudruche.

M. JOHNSTON (Bow-River): Oui, pour crever sa baudruche.

L'hon. M. CRERAR: Au début de ses remarques, l'honorable député a parlé d'un envoi de sable en Grande-Bretagne; puis d'un comité qui aurait été institué, ou enfin de quelque transaction intervenue entre le gouvernement fédéral d'alors et un certain M. Lindsay. En réalité, c'était le général Lindsay qui s'intéressait alors au projet. Cela survint il y a longtemps, bien des années avant que je ne devienne ministre des Mines. Le renseignement que j'avais, c'est que le gouvernement fédéral d'alors, qui administrait les ressources naturelles, était prêt à concéder au général Lindsay et à ses associés, un bail sur une certaine étendue de ces sables pétrolifères, bail qui leur permettrait de les exploiter, s'il s'avérait possible d'extraire, par une méthode commerciale utile, du pétrole de ces sables.

M. JOHNSTON (Bow-River): Une étendue d'environ 1,795 acres.

L'hon. M. CRERAR: Selon son témoignage, devant le comité de rétablissement, d'après la citation qu'en a faite l'honorable député, le Dr Ells n'est pas très au courant de l'entreprise. J'ignore si l'ensemble des essais ont coûté \$500,000 ou 5 millions de dollars. Le Gouvernement de l'époque n'était pas intéressé. Il n'a fait qu'expédier une certaine quantité de sable à Edmonton. Tout travail fait en Angleterre l'a été par le général Lindsay et ses associés. Ils ont poussé leurs expériences jusqu'à un certain point. Voici au dossier une lettre qui pourrait être déposée; elle est adressée à l'honorable Charles Stewart, alors ministre de l'Intérieur, par le général Lindsay et porte la date du 16 avril 1924. C'était presque deux ans après que les sables eurent été expédiés en Angleterre. Bien qu'il

n'y ait pas de raison pour ne pas lire la lettre en entier, vu que c'est un document public, je n'en lirai qu'un alinéa:

Tant qu'on ne pourra pas extraire du pétrole des sables bitumineux et le vendre en concurrence avec le pétrole extrait des puits, l'exploitation économique de ces dépôts ne sera pas possible. L'énorme excédent actuel de la production californienne a nécessairement retardé ce projet. On reconnaîtra qu'il est presque impossible d'inciter les capitalistes à se lancer dans ce domaine avant qu'on puisse les assurer d'un procédé susceptible de réussir...

Qu'on note bien ce passage:

...de concessions que l'on peut exploiter avec profit et d'un débouché raisonnable pour les produits. Tout cela prendra du temps.

J'en conclus que, quelles que soient les recherches faites par le général Lindsay et ses associés en Angleterre, ils n'avaient pas encore réussi à trouver un procédé, car le général a affirmé qu'il serait impossible de se lancer dans l'entreprise avant d'avoir trouvé un procédé pratique.

M. JOHNSTON (Bow-River): Quelle date porte cette lettre?

L'hon. M. CRERAR: Celle du 16 avril 1924. Je dois avouer que je suis un peu surpris de l'attitude de l'honorable député de Bow-River. Il cherche à laisser l'impression qu'on a agi à l'encontre de l'intérêt public et qu'une commission extraparlamentaire devrait faire enquête à cet égard. Deux observations peuvent être faites à cet égard. L'honorable député a cité M. Fallow. J'ai lu le discours de M. Fallow, et je dois dire que personne, à mon sens, n'a jamais prononcé à l'assemblée législative de l'Alberta des paroles marquées par autant d'inexactitudes. Il a dit, entre autres choses, que le gouvernement fédéral avait dépensé \$1,700,000. Où a-t-il obtenu ce chiffre? Le Gouvernement fédéral n'a pas dépensé la moitié de cette somme.

M. JOHNSTON (Bow-River): Il a certainement dépensé cette somme.

L'hon. M. CRERAR: Non, il ne l'a pas dépensée.

M. JOHNSTON (Bow-River): Il l'a assurément dépensée, ainsi qu'en fait foi un document qui a été déposé.

L'hon. M. CRERAR: Il a dit que le Gouvernement avait dépensé \$1,700,000 au cours des 18 mois qui s'étaient écoulés avant la date de son discours. Il s'est complètement fourvoyé à cet égard, et on peut en dire à peu près autant de son autre assertion. Je signale au comité les motifs sur lesquels l'honorable député de Bow-River se fonde pour demander l'institution d'une commission royale. Il dit que M. Fallow a réclamé la tenue